n°324 02/05/2011 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPP

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. NOUS AVONS FAIT LE CHOIX DU LIBRE ACCÈS À *ROUGE & VERT* SUR LE SITE DES ALTERNATIFS. IL NOUS PARAIT TOUT AUSSI IMPORTANT D'AUGMENTER LA DIFFUSION DE LA VERSION "PAPIER". DANS LES MOIS QUI VIENNENT *ROUGE&VERT* ET *LA LETTRE DES ÉLU/E/S ALTERNATIFS* SE FERONT L'ÉCHO DES ACTIONS ET RÉFLEXIONS POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE, FÉMINISTE, ALTERMONDIALISTE À UN SYSTÈME EN CRISE, DE LA BATAILLE POUR LE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE LA GAUCHE DE GAUCHE, DE LA CONVERGENCE DES COURANTS DE LA GAUCHE ALTERNATIVE ET ÉCOLOGISTE, DES INITIATIVES DES ALTERNATIFS.DE NOMBREUX ABONNEMENTS ET RÉA--BONNEMENTS À *ROUGE&VERT* SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUTES ET TOUS (MAIS IL EST ÉGALEMENT PLUS QUE SOUHAITABLE DE RE--JOINDRE LES ALTERNATIFS.

Je m'abonne!

Nom : Prénom :

Adresse :

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2011

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à : Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE, Benoît BORRITS, Michel BUISSON et Julien DOUILLARD

Dessin de couverture : Rash Brax

Edité par la SARL SECA (Société d'Edition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Les cendr

Le suicide d'un salarié de France Télécom à Mérignac (Gironde), dans des conditions particulièrement atroces puisque ce cadre de 57 ans s'est immolé sur le parking de son ancien lieu de travail, a remis sur le devant de la scène la crise sociale majeure que traverse l'entreprise France Télécom. Pour la majorité des salarié-e-s, au-delà des innombrables déclarations de la direction et malgré des dizaines d'heures de négociations avec les fédérations syndicales et la signature de quelques accords, sur le fond, rien n'a jamais vraiment changé si ce n'est l'ordre donné à ceux et celles qui, hier, portaient dans leurs actes quotidiens la gestion par le stress voulue par l'ancienne direction d'être maintenant à la pointe de la convivialité voulue par la nouvelle.

Certes il vaut mieux être convié à un petit-déjeuner d'équipe que de se faire régulièrement rudoyer, mais les racines du désastre sont toujours présentes. *« Il faut que tout change pour que rien ne change »* écrivait déjà Giuseppe Tomasi di Lampedusa dans le Guépard, c'est clairement la méthode de Stéphane Richard, le nouveau PDG de France télécom, ancien conseiller ministériel de Strauss-Kahn et ami personnel de Sarkozy, car, comme l'a justement souligné Christian Mathorel, délégué syndical central CGT, au lendemain de ce nouveau drame, le 23ème en un an *« c'est toujours la rentabilité financière qui prime et les salariés servent d'ajustement ».*

Ce que le nouveau PDG refuse de remettre en cause c'est la destruction méthodique par ses prédécesseurs de la culture de service public assise sur des collectifs de travail à laquelle la majorité des salariés fonctionnaires de France télécom ont été formés et ont profondément adhéré. Un exemple, vécu par l'auteur de cet article, le centre de facturation et de recouvrement de France Télécom où je travaillais comprenait un service, composé de collègues très expérimentés, qui avait la charge de reprendre l'intégralité des listings de facturation pour corriger les éventuelles erreurs et anomalies qui peuvent toujours s'y glisser. Quelques mois avant la fermeture de l'établissement, le directeur d'alors décidait de fermer ce service en expliquant aux délégués syndicaux, qu'après études, les erreurs en positif et en négatif globalement s'annulaient pour l'entreprise et que maintenir ce service d'expertise n'avait donc pas économiquement d'intérêt. A l'époque nous avions demandé à ce responsable de nous l'écrire et bien évidemment il s'y était refusé mais le service a bien été fermé et les collègues redéployés, majoritairement dans des centres d'appels qui ont alors été multipliés avec leur organisation du travail toute tayloriste : temps d'appel minuté quelque soit l'objet de la demande du client, objectifs de vente en permanente croissance et obligation de débiter aux clients un script élaboré par une direction toute puissante et inconnue, les trop fameuses "directions métiers".

France Télécom

es du service public

Ce fut la même chose pour les techniciens d'intervention soumis à une intensification du travail, d'autant plus insupportable que le réseau n'était plus sérieusement entretenu et que les technologies évoluaient rapidement, et sommés de facturer, et au prix fort, les interventions de dépannage client qui faisaient antérieurement partie du service rendu aux abonnés de France télécom.

Le mode de rétribution des salariés a lui aussi été profondément bousculé, toujours pour en finir avec la culture du service public, par l'introduction et la généralisation de la PVV (part variable vendeur) qui a constituée une étape majeure pour casser les collectifs de travail en mettant en concurrence les salariés eux-mêmes pour réaliser des objectifs décidés "en haut", en perpétuelle croissance et largement déconnectés des réalités locales. Cette fameuse PVV constitue aujourd'hui une part significative du salaire des employés et surtout des cadres de France télécom.

Conséquence directe des milliers de suppressions d'emplois, plus de 22 000 entre juin 2005 et décembre 2008, le recours croissant à la sous-traitance et la délocalisation des centres d'appels se sont généralisés, accélérant la crise sociale à mesure qu'elles instauraient une concurrence de fait entre des salariés n'ayant pas les mêmes employeurs directs ni la même culture en confortant chaque jour davantage la priorité donnée au chiffre d'affaires contre celle au service rendu..

Cette politique, conduite brutalement et cyniquement par les directions successives, Michel Bon, Thierry Breton, et le tandem de coast-killers Lombard-Wenes, est évidemment la conséquence directe de la privatisation de l'ex-opérateur public des télécoms (mise en oeuvre par le gouvernement de Lionel Jospin, rappelons-le) et de son introduction en bourse. Sa responsabilité dans les drames que vivent aujourd'hui les salarié-e-s de France Télécom-Orange est unanimement partagée tant par les médecins du travail que par les syndicalistes de l'entreprise. Ajoutons-y la priorité donner au monopoly mondial des télécommunications, à coup d'acquisitions autant onéreuses qu'hasardeuses, qui a fragilisé économiquement au plus haut point une entreprise toujours aujourd'hui sans réelle boussole en matière de politique industrielle alors que les télécommunications traversent un moment clé de leur développement avec la totale imbrication du haut-débit et des contenus.
Les conséquences politiques et sociales, notamment en matière d'aménagement et d'équilibre des territoires, de choix industriels aujourd'hui laissés aux seules fluctuations des marchés sont sans aucun doute plus importantes que ne le furent en leur temps la généralisation du téléphone et du minitel. Cela pose la nécessité de la sortie de la multinationale Orange de la Bourse et de sa réappropriation publique comme une question politique essentielle pour la gauche française.

France télécom Orange est aujourd'hui, pour sa partie française, une entreprise très majoritairement composée de salariés âgés, avec une moyenne proche de 50 ans. Essayer de finir le moins mal possible sa part de vie active, quitte à mettre de temps à autre la tête dans le sable, est une aspiration assez largement répandue dans les services*. C'est ce qui explique en partie, au-delà d'une émotion forte et largement partagée, la relative faiblesse des réactions collectives à ce nouveau suicide. C'est une réalité sociale que la nouvelle direction a parfaitement intégrée et qui la conduit à transformer progressivement la partie française de l'entreprise en une entreprise d'ingénieurs et de cadres s'appuyant, pour partie, toujours sur la sous-traitance mais de façon plus significative sur les délocalisations dans les pays à moindre coûts tout en gérant les quelques années de transition, une dizaine tout au plus, qui la sépare du départ à la retraite de dizaines de milliers de salariés actuels. Socialement ce pari est relativement futé, mais économiquement et stratégiquement il est risqué car rien ne dit que le rythme des évolutions et des concentrations actuelles dans le secteur global des communications donne à France télécom Orange les marges de manœuvre suffisantes pour le mener à peu près à bien en conservant ses parts de marché et chiffres d'affaires, c'est-à-dire en répondant à ses engagements vis-à-vis des marchés et des actionnaires.

En exigeant la reconnaissance immédiate du suicide du collègue de Bordeaux en accident du travail (une évidence pour la Dr Front Le Bret, médecin du travail et psychiatre auprès des salariés de France télécom qui explique dans un entretien à L'Humanité « le suicide par immolation par le feu est très rare. Il répond souvent à une volonté de révolte contre l'injustice, et de visibilité. La modalité du suicide, sur un parking de l'entreprise, c'est vraiment quelque chose de symbolique. Et qui s'adresse à la direction de France Télécom, pas à la famille »), les syndicats, et notamment fédération SUD, entendent contraindre la direction à ne plus se contenter de surfer médiatiquement sur la crise sociale mais à prendre enfin en compte les exigences des salarié-e-s en matière d'organisation du travail et de création d'emplois.

Mais quand il a fallu plus d'un an pour que l'absurdité des scripts soit partiellement remise en cause, on se dit qu'en l'absence de mobilisations grévistes conséquentes, la crise sociale à France Télécom est loin d'être terminée. Et que son coût humain risque de continuer de s'alourdir. ■

Julien DOUILLARD

* auquel il faut ajouter le peu d'impact aujourd'hui sur la population d'une grève des salarié-e-s de France Télécom Orange quand téléphone fixe et mobile comme internet continuent de fonctionner normalement. Ce n'est pas le moindre des débats qui traverse les syndicats de France Télécom/Orange, ni le plus facile à trancher.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Université d'été alternative 2011

L'université d'été alternative 2011 (UEA11) aura lieu en Loire-Atlantique du jeudi 7 au dimanche 10 juillet. Le thème retenu est l'ECOLOGIE au coeur du projet alternatif. L'hébergement sera assuré à Nantes, les travaux se dérouleront pour l'essentiel également à Nantes, sauf le samedi 9 juillet après midi et soirée où l'Université des Alternatifs se déplacera sur le site du rassemblement de Notre-Dame des Landes. Un transport collectif par car (aller et retour) sera organisé le samedi 9 juillet du site de l'Université d'été à Notre Dame des Landes.

OÙ ? Débats et hébergement :
CREPS (site Broussais)
4 place Gabriel Trarieux
44000 Nantes

Desserte transports en commun : ligne de tramway 1 direction Beaujoire arrêt Mairie de Doulon

PROGRAMME (PROVISOIRE)

◆Jeudi 7 juillet

Matin (à partir de 11h)

◆ **À partir de 11h :**
Accueil

Après-midi

◆ **14h :**
Visites proposées par les Alternatifs 44 :
- ❑ ferme autonome
- ❑ partage de savoir autour de la mécanique
- ❑ Ile de Nantes - biodiversité (jardins)
- ❑ atelier sur déchets urbains.

◆ **16h :**
Plénière : Présentation de l'Université d'été et de ses fils conducteurs
- ❑ Problématique générale : pourquoi une Université sur l'écologie ?
- ❑ L'enjeu énergétique
- ❑ Reconversion sociale et écologique de l'économie

◆ **17h30 :**
Ateliers dans le prolongement des rencontres du début d'après-midi
- ❑ L'agriculture péri-urbaine
- ❑ Pollution et déchets
- ❑ Education à l'environnement
- ❑ « L'Atelier » : une exposition sur les pratiques alternatives en matière d'économie

◆Vendredi 8 juillet

Matin

◆ **9h30 :**
Plénière : Décroissance, objection de croissance, alter-développement

◆ **11h :** Ateliers : Écologie et organisation sociale
- ❑ Réduction du temps de travail, travailler une heure par jour ?
- ❑ Territoires en transition
- ❑ L'obsolescence programmée
- ❑ L'enjeu de la gratuité
- ❑ Mer et littoral
- ❑ Alter-consommation

Après-midi

◆ **14h :** 14h Plénière : Solidarités Nord-Sud, Est-Ouest, altermondialisme ; oligarchies capitalistes et consumérisme

◆ **16h** : 16h Ateliers :
- ❑ Guerres et environnement
- ❑ Ecologie et féminisme
- ❑ Revenu inconditionnel d'existence
- ❑ Transports
- ❑ Agriculture

◆Samedi 9 juillet

Matin

◆ **9h30** : Plénière : Les enjeux d'une alternative énergétique.
Débat avec les organisations politiques invitées

Après-midi (sur le site de Notre Dame des Landes)

Les Alternatifs animeront plusieurs ateliers, d'autres seront organisés par les initiateurs du rassemblement. Nombreux stands, débats et soirée festive...

- ❑ Une reconversion économique sociale, écologique, autogestionnaire
- ❑ Sortir de l'agriculture industrielle : l'exemple breton
- ❑ Aménagement des territoire et transport

◆Dimanche 10 juillet

Matin

◆ **10h** : Plénière : Progrès, contrôle citoyen et populaire, contre pouvoirs, appropriation des savoirs

◆ **11h** : Ateliers
- ❑ expertise citoyenne
- ❑ la pensée de Jacques Ellul
- ❑ Fermer, remplacer les centrales nucléaires
- ❑ Enercoop / service public

Après-midi

Bilan de l'université d'été et prochaines étapes

BULLETIN D'INSCRIPTION

Les montants forfaitaires proposés valent pour 3 nuits (jeudi 7, vendredi 8 et samedi 9 juillet) pour 3 petits déjeuners et 6 repas. (Tarifs selon mode d'hébergement)

TARIF 1
Mode d'hébergement collectif confortable (chambres de 1 à 4 personnes) au CREPS
170 euros

TARIF 2
Hôtel **
270 euros

TARIF 3
Réservé aux personnes à faibles revenus (mode d'hébergement collectif confortable)
60 euros

Ce bulletin, et le chèque correspondant au mode d'hébergement choisi, doivent être envoyés à ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris.
Chèques d'inscription à l'ordre d"Association de Financement des Alternatifs".

Par ailleurs, le terrain de camping le plus proche se trouve à Saint-Luce (commune limitrophe de Nantes, à 30 minutes du site de l'Université d'été).

Nom : ..... **Prénom :** .....
Adresse : .....
.....
.....
Adresse électronique : .....

Nombre de personnes inscrites : ❑

Mode d'hébergement choisi :	❑ tarifs 1
	❑ tarifs 2
	❑ tarifs 3
	❑ Seulement repas (70 euros)

ANTINUCLEAIRES

❒ **BRETAGNE** ◆ 800 personnes le 25 avril à Brennilis pour exprimer le refus du nucléaire (civil et militaire) 25 ans après Tchernobyl et quelques semaines après Fukushima. Bon accueil du tract des Alternatifs comme de l'autocollant.

(cor.)

❒ **GRENOBLE**◆ Grosse manifestation anti-nucléaire à Grenoble. Tel est le titre d'un article du Dauphiné Libéré suite à la manifestation appelée samedi 16 avril à Grenoble. Près de 2000 manifestants de tous âges se sont rassemblés malgré le week end ensoleillé pour aller du centre ville au CEA sur la Presqu'île en criant leur refus du nucléaire. Le réseau Sortir du Nucléaire qui regroupe de nombreuses associations dont les Alternatifs avait appelé et organisé cette action unitaire qui faisait suite à la catastrophe de Fukushima, mais aussi des autres comme Tchernobyl dont l'anniversaire est proche. L'autocollant des Alternatifs « Eclairés un jour, irradiés toujours » a connu un franc succès et a été largement distribué. Il faut noter l'absence quasi totale des éluEs et en particulier celle du maire PS de Grenoble dont les rares interventions à l'assemblée sont dictées par le lobby nucléaire avec par exemple un rapport sur ITER, le réacteur nucléaire en construction en zone sismique à Cadarache.. Toujours difficile pour Michel Destot de couper le cordon ombilical avec le CEA ….

(Gilles Kuntz)

❒ **SUD**◆ Le vent du Sud qui a apporté la pluie et le week-end pascal (coïncidant avec le début des vacances scolaires en Rhône-Alpes) sont des facteurs qui n'ont sans doute pas permis une mobilisation à la hauteur des enjeux lors de ce rassemblement devant la centrale de Cruas organisé ce jour par le Réseau Sortir du nucléaire à l'occasion du 25e anniversaire de Tchernobyl, seules 200 à 250 personnes étaient présentes. Les Alternatifs locaux étaient présents et ont pris la parole.

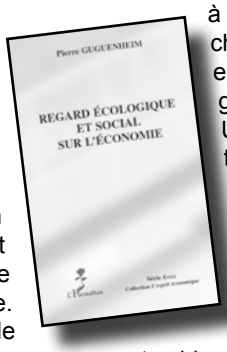
(cor.)

❒ **ISTANBUL** ◆ RASSEMBLEMENT ANTI-NUCLEAIRE A ISTANBUL.
La manifestation anti-nucléaire d'Istanbul réunissait dans le quartier de Kadikoy, sur la côte anatolienne stanbouliotte.militats écologistes et radicaux sous le mot d'ordre «Nükleere hayir!» (non au nucléaire) avec, pour les militants de Yesil Ve Sol le même autoocllant que celui des Alternatifs.

(cor.)

Lecture écologique et sociale sur l'économie

Notre camarade Pierre Guguenheim qui a longtemps tenu la rubrique économique de Rouge et Vert vient de publier un livre chez l'Harmattan. Ci-dessous un condensé de cet ouvrage.



Regard écologique et social sur l'économie

Le livre commence par réfuter certains dogmes en cours. Non l'inflation ne saurait être l'alpha et l'oméga d'une politique économique ou monétaire. Non les interventions de l'Etat dans l'économie ne sont pas inopportunes. La libéralisation financière n'aboutit pas à une allocation optimale des capitaux. L'activité financière n'a aucune utilité et contrarie la gestion de l'économie réelle. La croissance, loin de là, n'est plus synonyme de progrès et de diminution des inégalités.

L'économie n'est pas une science exacte mais une science humaine. C'est une construction sociale. Pour comprendre les faits économiques il faut faire appel à l'histoire, à la sociologie, à la psychologie et à la politique. L'économie est un domaine où se mêlent idéologie et intérêts matériels.

Un autre modèle économique satisfaisant à la fois les impératifs sociaux et écologiques est possible. Le mouvement social vise un autre monde que le « métro-boulot-dodo ». Le mouvement écologique privilégie l'épanouissement personnel au lieu de l'accumulation de biens. Nulle antinomie entre les deux. La convergence des mouvements sociaux et écologiques est indispensable pour supplanter le système actuel. Une telle convergence est possible.

C'est ce que démontre le livre. ■

tous au Havre

TOUTES ET TOUS AU HAVRE CONTRE LE SOMMET DU G8 LE 21 MAI.

Une manifestation, le samedi 21 mai, et des débats les 21 et 22 mai, sont organsés au Havre par un large collectif unitaire (auquel participent les Alternatifs).
Rendez vous dans la rue contre les saigneurs du monde du G8, réunis à Deauville.

Réunis à Dakar dans le cadre de l'assemblée de convergence pour l'action G8/G20 du forum social mondial, nous, mouvements sociaux, syndicats, associations de solidarité internationale, femmes et hommes de tous les continents appelons à une large mobilisation populaire lors du G8 des 26-27 mai à Deauville et du G20 des 3-4 novembre à Cannes.
A Dakar, nous avons débattu sur la manière de faire face aux crises sociale, écologique, économique et géopolitique qui, ensemble, constituent une véritable crise de civilisation.
Le G20 est constitué de 20 pays parmi les plus riches au mépris de tous les autres. Il s'est autoproclamé garant de la stabilité économique et financière mondiale au lendemain de la tempête financière de 2008, mais n'a en rien protégé les peuples de cette grande crise.
Au contraire, il a maintenu la dictature de la finance qui déploie son emprise sur tous les aspects de notre existence : logement, travail, éducation, agriculture, climat, retraites, connaissance, biodiversité... Par son action, il renforce les acteurs et les mécanismes à l'origine de ces crises, tout en faisant payer la note aux citoyens.
Nous savons que des réponses solidaires et démocratiques à la crise mondiale ne viendront pas des diri-

geants des pays les plus riches, mais des peuples eux-mêmes. Nous refusons de laisser aux puissants le droit d'imposer leurs solutions à des crises qu'ils ont engendrées.
C'est pourquoi, nous appelons à faire des G8 et G20 en France des moments de convergence de toutes les résistances : luttes contre l'opacité et la dérégulation de la finance, contre la dette illégitime au Nord comme au Sud, contre les politiques d'austérité et pour les services publics, contre les fausses solutions au changement climatique et pour des modes de production et de consommation qui préservent la planète, contre la précarité et pour un travail décent, contre la spéculation sur les matières premières et pour la souveraineté alimentaire, contre les dictatures, la militarisation et le colonialisme et pour les droits démocratiques des peuples...
Nos mouvements font la démonstration par leurs pratiques et leurs propositions que des voies alternatives existent. L'accès de tous aux droits humains fondamentaux et la protection de notre planète passent par un juste partage des richesses, d'autres modes de développement et une gestion démocratique des biens communs.
A l'occasion de la tenue des sommets du G8 et du G20 en France, nous appelons au rassemblement des mouvements, réseaux et organisations. Nous nous appuierons sur la diversité et la complémentarité de leurs formes de réflexion et de leurs modes d'action pour organiser diverses initiatives pour une vaste mobilisation citoyenne internationale. ■

COMMUNIQUÉ

Enfin une excellente nouvelle !

Le Fatah et le Hamas sont parvenus à un accord visant à mettre en place, notamment, un gouvernement d'union nationale et à organiser prochainement des élections législatives et présidentielles.

C'est une excellente nouvelle dont nous nous félicitons !

La division des deux principales forces politiques palestiniennes a été considérée par Israël comme constituant sa principale « victoire stratégique ».

Cette division interpalestinienne était en effet totalement mortifère pour les Palestiniens.

Sous l'impulsion de Marwan Barghouti, depuis sa prison, un accord entre les deux parties, sur la base du document dit « des prisonniers », avait été trouvé en 2006. Il avait conduit à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale qui, entre autres, proposait la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 67 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Ce gouvernement, pourtant clairement assis sur le droit international, a été aussitôt été l'objet d'un blocus de la part des Etats-Unis, de l'Union européenne et des attaques, inclus meurtrières, israéliennes. Il n'aura vécu que quelques semaines.

Cette perspective de réunification du mouvement palestinien confirme, comme l'AFPS l'a souligné depuis 2006, met en évidence la responsabilité de la communauté internationale dans sa division. Que cette évolution se produise dans un contexte où la reconnaissance de l'Etat de Palestine se généralise ne doit rien au hasard». Le vent positif des "révolutions arabes" est à l'œuvre derrière ce nouvel accord qui sera officiellement conclu demain au Caire. La jeunesse palestinienne a joué un grand rôle dans ce sens en réclamant haut et fort, par des initiatives diverses, qu'il soit mis un terme à cette division tragique qui était tout autant incompréhensible qu'insupportable. Les changements intervenus en Egypte ont également pesé.

Mais l'expérience le montre : la seule annonce d'un accord entre le Fatah et le Hamas ne garantit pas que celui-ci prenne réellement corps. C'est dire l'importance de la mobilisation des Palestiniens eux-mêmes pour rendre l'unité irréversible et les choix opérés par la communauté internationale.

Pour nous c'est clair : il faut donner toute sa chance à cet accord !

La France en particulier, doit s'en tenir aux propos de son ministre des Affaires étrangères qui déclarait récemment, en forme de critique sur la politique passée, qu'il fallait discuter avec tous au Proche-Orient.

Cette union interpalestinienne constitue une nouvelle chance pour la paix. Il faut la soutenir ! ■

Le bureau national de l'AFPS
Paris, le 28 avril 2011

ISLANDE : PERSISTE ET SIGNE...

Les Islandais ont rejeté une deuxième fois par 60% une proposition d'arrangement proposé par Londres et Amsterdam pour indemniser les déposants de la banque Icesave qui a fait faillite en 2008.

L'accord proposait que les islandais versent 1,3 milliards d'euros à la Haye avec un financement à 3% et 2,6 milliards aux britanniques avec un financement de 3,3% jusqu'en 2046.

C'est la deuxième fois que les islandais refusent de payer pour cette banque privée. La logique eut voulu que ce soit aux autorités nationales (britanniques et néerlandaises) de vérifier la solvabilité des établissements agissant sur leur territoire... mais la mondialisation néolibérale remet parfois en cause des évidences...

Une affaire qui va se régler en justice devant l'Autorité européenne de libre-échange. Très intéressant à suivre et si l'Islande est condamnée, voir comment les parties gagnantes s'y prendront pour récupérer le fric.

Une grande leçon d'histoire devant nous qui nous montre - que dans le grand bazar marchand du néolibéralisme, on comptait toujours sur les Etats

- que tout cela dégénère dans une relation conflictuelle interétatique. ■

Benoît BORRITS

Communiqué des Alternatifs - 12 avril 2011

La France hors de Côte d'Ivoire !

En Côte d'Ivoire, le gouvernement français a décidé d'intervenir militairement. Cette intervention a eu un rôle décisif dans l'arrestation de Laurent Gbagbo. La France a utilisé le paravent de l'ONUCI pour mener cette opération dans la tradition de la Françafrique. C'est la poursuite de l'opération Licorne, mise en place en 2002, renforcée avec les accords de Marcoussis en 2003 et validée par la mise en place de l'ONUCI début 2004.

La France était censée soutenir l'ONUCI qui elle même doit soutenir les forces ivoiriennes. Dans les faits, la France prend des initiatives et les fait valider par cette même ONUCI.

On peut par ailleurs se demander si l'intervention française en faveur de Alassane Ouattara n'est pas, à moyen ter-me, un cadeau empoisonné : pour les partisans de Laurent Gbagbo, le nouveau gouvernement s'est installé à Abidjan grâce aux blindés de l'armée française.

Sur le terrain, des crimes de guerre ont été commis par les deux parties, à l'intérieur du pays par les forces qui soutiennent Alassane Ouattara, à Abidjan par celles qui défendent Laurent Gbagbo. Le premier est celui qui a les faveurs des institutions internationales, FMI, Banque mondiale, le second a fait partie de l'internationale socialiste et a encore des liens forts avec des membres éminents du PS français.

Pour la première fois sous la Vème République, la France est présente sur 3 fronts, l'Afghanistan, la Libye et la Côte d'Ivoire. sans que la présidence de la République et le gouvernement aient daigné consulter le Parlement.

Quand le peuple français en a-t-il débattu ? Jamais !

En Côte d'Ivoire, la France outrepasse le droit international. Elle s'engage dans des opérations néocoloniales, contre l'intérêt des peuples sur place mais aussi contre l'intérêt de la population française. Le seul intérêt est celui de grands groupes industriels ou commerciaux, tels Bolloré… qui justifie une forte présence militaire française dans le pays.

Elle agit en tant que puissance impériale, à l'échelle régionale, pour défendre avant tout ses intérêts économiques et géostratégiques en Afrique de l'Ouest, plutôt que l'intérêt des peuples. Sous le prétexte d'exercer des missions humanitaires et de maintien de la paix, la présence militaire française en Côte d'ivoire et dans la région n'a pour but que la défense d'intérêts commerciaux et économiques.
Elle pose la question de qui décide en Côte d'Ivoire et à partir de quel droit ?

Les Alternatifs dénoncent ces agissements et exigent l'arrêt de cette opération de politique françafricaine et le retrait des troupes françaises de tous les pays africains. ■

A propos du pacte de compétitivité européen

OUI A PLUS D'EUROPE MAIS PAS COMME ÇA NI POUR ÇA !

"L'objectif du pacte est d'approfondir le pilier économique de l'Union monétaire en encourageant la convergence entre les économies de la zone euro. Cela requiert un déplacement vers un plus haut niveau de coordination des politiques, en particulier dans les domaines qui relèvent de la compétence nationale qui sont essentiels pour accroître la compétitivité et éviter tout déséquilibre néfaste».

Dès cette première phrase les trois mots clefs sont lâchés : ***convergence*** (à encourager), ***compétitivité*** (à accroître) ***déséquilibres*** (à éviter), le tout par des mesures nouvelles s'imposant à chaque pays, (pour ce qui relève de la compétence européenne, il suffit de respecter les textes existants).

Ce pacte, adopté lors du dernier sommet européen, soulève d'emblée deux critiques de fond :

- il impose aux pays membres de la zone euro un ensemble de décisions très lourdes de conséquences, très régressives sur les plans social et économique, sans aucun début de débat démocratique au sein des différents pays ; ces décisions doivent *s'inscrire dans un cadre contraignant suffisamment fort (constitution ou loi cadre*) [2.2c]. Si l'obligation de constitutionnalisation a été évitée de justesse, la règle adoptée par un Etat doit être validée par la Commission.

- la solution choisie à travers ce pacte pour atténuer (?) la crise politique, institutionnelle et économique de l'Union Européenne et de l'Union monétaire, revient, dans le cadre de ce compromis entre Berlin et Paris, à accroître les difficultés des pays les plus menacés (niveau d'endettement, modèle économique) au lieu de les aider dans le cadre d'une politique européenne coopérative favorable aux pays et à leurs peuples, et non aux banques et aux marchés.

Ce pacte *«implique un effort particulier* […] *avec des engagements et des actions concrètes qui sont plus urgentes, plus ambitieuses que celles déjà approuvées»*(1.a). *«La mise en œuvre des objectifs de chaque pays sera supervisée sur la base d'une série d'indicateurs quantitatifs et politiques» (*2.0). Où l'on voit que la technocratie européenne n'est pas morte !

Le pacte comporte trois objectifs clefs (2.1) :

- encourager la compétitivité, notamment par l'alignement de l'évolution des salaires et de la productivité[1];

- contribuer davantage à la viabilité des finances publiques, notamment en ce qui concerne la dette publique ainsi que les systèmes de retraites et de sécurité sociale ;

- renforcer la stabilité financière.

*L*es moyens d'atteindre ces objectifs sont par exemple :

Encourager la compétitivité implique (2.2 a) :

- le «réexamen des dispositions de fixation des salaires afin d'accroître la décentralisation dans le processus de négociation et d'améliorer le mécanisme d'indexation ;

- veiller à la modération salariale dans le secteur public (compte tenu de son important effet de signal)».

- ouverture plus poussée des secteurs protégés par des mesures prises au niveau national (tout en respectant le marché unique (1.c)

-encourager l'emploi en promouvant la flexisécurité et déplacer la fiscalité du travail vers la consommation (créer une TVA «sociale» !), [ainsi qu'une proposition incompréhensible sur*] faciliter la participation du «second revenu» (= travail des femmes) dans le marché du travail.*

- L'amélioration de la viabilité des finances publiques pourrait inclure (2.2 c)

- alignement de l'âge de la retraite avec l'espérance de vie ;

- réduction des régimes de retraites anticipées et utilisation d'incitations pour employer des travailleurs âgés et promotion de la formation continue.

Mais que fait la gauche de transformation sociale et écologique en France et en Europe ?

L'Europe impose de limiter les salaires en référence à deux notions totalement imprécises, de réduire l'autonomie budgétaire des Etats, elle propose de remplacer les cotisations salariales par une TVA «sociale», de fixer l'âge de la retraite en fonction de l'allongement de l'espérance de vie …

On se croirait dans une pièce de théâtre du rue stigmatisa0nt la régression imposée par le libéralisme ou dans un mauvais cauchemar ; non on est devant le résultat du dernier Conseil européen, en voie d'application …

On est certainement là devant l'attaque la plus antisociale et pour l'instant et on note peu de réactions ; faute de régler la crise, l'Europe durcit la facture pour nous la faire payer davantage. ■

Michel BUISSON

1 Les deux termes centraux dans ce pacte ne sont ni définis, ni situés : compétitif en quoi et par rapport à qui ?, de quelle productivité s'agit-il et à quelle échell, par exemple pour fixer les salaires ?

Solidarité avec le peuple libyen

Les Alternatifs dénoncent sans ambiguïté les tueries perpétrées par l'armée libyenne et les mercenaires à la solde du pouvoir de Kadhafi. Ils expriment toute leur solidarité avec le peuple libyen en lutte pour se libérer de ce régime ignoble. Le premier objectif est un cessez-le-feu multilatéral et immédiat impliquant l'arrêt des bombardements, la fin des opérations militaires de Kadhafi contre les insurgés, le retrait des forces militaires et des mercenaires de Kadhafi des villes libyennes afin de permettre la libre expression de la population.

L'intervention militaire, décidée par le Conseil de sécurité de l'ONU est mise en oeuvre aujourd'hui par l'OTAN, bras armé de l'impérialisme. Elle est menée au nom de la protection du peuple libyen mais elle est conduite par :

- des États occidentaux impérialistes qui, hier, soutenaient le dictateur libyen et lui vendaient des armes (armes utilisées aujourd'hui pour la répression du soulèvement), et dont le but premier est la défense de leurs intérêts énergétiques et économiques ; le cynisme du gouvernement français, qui prétend aider les insurgés libyens alors qu'il ne s'agit que de redorer l'image du président dans la perspectives des prochaines échéances électorales, est particulièrement écœurant ;

- des États arabes réactionnaires et répressifs pour la plupart, à l'opposé des aspirations à l'émancipation qu'exprime l'actuel «printemps arabe».

Les Alternatifs regrettent que, avant que ne soient votées les Résolutions 1970 et 1973 par le Conseil de Sécurité de l'ONU, toutes les possibilités de solutions de la crise
libyenne par les voies diplomatiques, comme la proposition de médiation des Etats d'Amérique Latine présentée par Lula, n'aient pas été menées à terme.

Les Alternatifs s'interrogent également sur l'indignation sélective dont font preuve le gouvernement français et ses homologues occidentaux :
- Pourquoi ne sont-ils pas intervenus pour empêcher le massacre des femmes et des enfants palestiniens de Gaza ?
- Pourquoi ne dénoncent-ils pas l'intervention des troupes saoudiennes contre la révolte de la population de Bahrein ?

Le peuple libyen doit rester l'acteur de sa libération sur son territoire et les États ne peuvent agir que sous le contrôle de l'Assemblée générale de l'ONU et non du Conseil de Sécurité.

Les Alternatifs réaffirment toute leur solidarité avec les révolutions tunisienne, égyptienne et libyenne, ainsi qu'avec les autres soulèvements dans le monde arabe (en particulier Yémen, Bahrein, Jordanie et Syrie).
Les Alternatifs condamnent les tentations hégémoniques des puissances occidentales visant à contrôler les révolutions arabes et réprouvent d'avance toute tentative d'occupation de la Libye.
Ils réaffirment l'urgence, comme le prévoient de multiples résolutions de l'ONU, de la reconnaissance d'un État palestinien dans les frontières de 1967.

Résolution votée par la coordination des Alternatifs le 10 avril 2011

Madame, monsieur, pour fêter l'anniversaire de la chute du rideau de fer* offrez, faites vous offrir :

La Carte d'adhérent 2011 des Alternatifs

* Le02 Mai 1989 : le Rideau de fer commençait à être démantelé entre la Hongrie et l'Autriche.

CONFERENCE NATIONALE DES ALTERNATIFS

18 et 19 JUIN 2011 à Paris.

Cette conférence nationale sera notamment consacrée
- au travail sur la plate-forme des Alternatifs pour la séquence électorale de 2012, à l'approfondissement de leur démarche politique en vue de cette échéance
- à la suite du travail, engagé lors du Congrès de Rouen en novembre 2010, sur le projet alternatif.

Le texte de base sur le projet sera en accès libre sur le site www.alternatifs.org, et figurera dans un prochain bulletin interne des Alternatifs.
Nous publions ci-dessous l'introduction de ce texte. ■

Rouge & Vert

Le projet autogestionnaire

L'autogestion comme but et comme chemin

En tant que projet politique, l'autogestion est à la fois un but et un chemin.

En tant que but, l'autogestion constitue la forme d'organisation et le mode de fonctionnement d'une société fondée, au niveau des principes et des pratiques, sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique et politique, à tous les niveaux de la sphère collective en vue de l'émancipation de chacun et de chacune.

En tant que chemin, l'autogestion est aussi une pratique immédiate, y compris dans le cadre de la société capitaliste, même si l'épanouissement de l'autogestion en tant qu'autogestion généralisée est impossible dans le cadre du capitalisme . Comme pratique immédiate, l'autogestion est nécessaire pour accumuler des forces, faire la démonstration que les dominations et les hiérarchies ne sont pas fatales, et qu'une autre société, post-capitaliste, est possible ; ce faisant, l'autogestion prépare et conditionne les ruptures avec le capitalisme.

Enfin, au-delà des pratiques et des objectifs, l'autogestion implique une stratégie transitoire pour le changement de société, faite de ruptures et de sauts qualitatifs, favorisant l'émergence d'un double pouvoir débouchant sur la transition autogestionnaire et ouvrant la voie vers l'autogestion généralisée. ■

POUR UNE GAUCHE ALTERNATIVE

Les Alternatifs proposent un processus d'Assises pour une gauche alternative. Une première initiative, à l'appel de militantEs de divers horizons de la gauche de transformation sociale et écologique s'engage dans le Sud-Ouest. En Ile-de-France, un projet s'esquisse autour des démarches autogestionnaires et appropriations populaires (logement, lieux alternatifs culturels et sociaux...). *Rouge&Vert* rendra compte de ces démarches, ci-dessous l'appel de militantEs d'Aquitaine et Midi-Pyrénées.

INVITATION À LA GAUCHE DE GAUCHE AQUITAINE / MIDI PYRÉNÉES

Urgence d'un front unitaire pour construire l'alternative à gauche !

Signataires de cette invitation, militant(e)s issu(e)s de toute l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, de sensibilités politiques diverses, nous nous sommes réuni(e)s le 16 avril 2011 à Agen dans le Lot-et-Garonne.

Nous avons constaté entre nous de fortes convergences dans la remise en cause radicale d'un système qui détruit la planète et ses ressources, s'attaque aux droits humains fondamentaux, étend la marchandisation et la financiarisation à toutes les activités humaines, débouchant sur une crise de civilisation et de la démocratie. En France, nous pensons que la crise majeure de régime (5e République), le danger de la montée du FN, ou la simple "alternance" proposée par les sociaux-libéraux, appellent l'ensemble de la gauche de gauche à la responsabilité et à l'initiative.

Face à une situation aussi grave, nous affirmons l'urgence et la nécessité d'une convergence autant sur le terrain des luttes que sur celui des urnes. Notre perspective politique commune, c'est la sortie du capitalisme et du productivisme.

Notre objectif commun immédiat, c'est de chasser Sarkozy en 2012 et proposer une véritable voie de rupture et de transformation sociale et écologique à gauche.

Nous saluons les quelques départements ou régions qui ont déjà montré le chemin à suivre lors des élections cantonales en mars : celui de l'unité la plus large et la plus diverse du Front de gauche au NPA, porteuse d'une véritable dynamique populaire, comme en Limousin, mais aussi dans plusieurs cantons de nos deux régions. Retenons la leçon et inspirons-nous de ces candidatures unitaires dans la perspective des législatives et de la présidentielle 2012.

Nous partageons une conviction forte : comme pour le référendum de 2005, comme pour le mouvement des retraites, c'est l'ensemble de la gauche sociale et écologiste qui doit se mettre en mouvement à la base : citoyens engagés, acteurs des luttes et du mouvement social, militants politiques. Nous devons tout faire pour empêcher que nos choix soient confisqués par une polarisation (UMP, PS) du champ politique et électoral.

C'est l'intervention citoyenne et populaire qui doit être la force motrice de la construction d'une véritable alternative à gauche. C'est pourquoi nous pensons que les cadres actuels doivent être dépassés, transformés en un front élargi ouvert à tous les secteurs de luttes et syndicaux, à tous les acteurs d'alternatives concrètes, et à tous les courants de la gauche de gauche (socialistes de gauche, communistes, écologistes, autogestionnaires, révolutionnaires, décroissants, régionalistes, altermondialistes, libertaires...)

Nous partons d'un constat commun : ce qui nous unit est bien plus important que ce qui nous divise. Ce qui fait convergence entre nous est suffisant pour prendre l'initiative dès maintenant, et commencer à porter un programme politique qui rompe clairement avec la logique du système capitaliste et le modèle productiviste.

Nous partageons une ambition commune : bâtir un rassemblement durable, un large front unitaire et populaire, porteur d'un projet politique alternatif et d'une stratégie collective.

La première étape incontournable est celle de la bataille des élections présidentielle et législatives de 2012. Va-t-on laisser se créer une situation où, pour battre Sarkozy ou Le Pen, il faudrait voter pour le patron du FMI sous prétexte d'un "vote utile" ?

Commençons par nous unir et proposer au peuple de gauche une unité de projet, de candidature et de programme qui serait ainsi capable de contester l'hégémonie social-libérale à gauche.

Nous devons avancer !

Nous vous invitons dès maintenant à un premier rendez-vous autour de quelques grands axes thématiques et de luttes interrégionales, pour tenter de peser vraiment sur les choix et œuvrer en commun d'ici 2012.

Nous invitons tous les militants politiques, syndicaux et associatifs d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, qui se reconnaissent dans les valeurs d'une gauche vraiment à gauche, porteuse d'une alternative sociale et écologique, ainsi que tous les acteurs des luttes, toutes les femmes et les hommes qui se reconnaissent dans cette démarche, à des

RENCONTRES AQUITAINE / MIDI PYRENEES

le samedi 28 mai 2011 de 10h à 19h à AUCH (Gers) - salle du Mouzon, av. du Gal de Gaulle;

Organisation de la journée :

10h : Accueil et présentation des 2 fils conducteurs de la journée :
Projet et programme, stratégie et démarche de rassemblement.
11h – 12 h 30 : 3 premiers ateliers thématiques
a) Travailler moins pour travailler tous : rapport travail et revenu
b) Energie, nucléaire et alternatives
c) Agriculture paysanne et agro-alimentaire
12h30 – 14h : pause repas avec la Confédération paysanne
14h - 15h30 : continuation avec les 3 autres ateliers
d) Transports et aménagement du territoire
e) « Pôles d'excellence » et choix de production industrielle
f) Cultures et identités dans un projet d'émancipation
15h30 : courte pause
15h45 – 16h30 : Restitution des ateliers en plénière
16h30 – 18h30 : Plénière autour du rassemblement, de la stratégie 2012 et au-delà.
18h30 – 19h : Quelles suites aux rencontres ?

Contact de l'appel et organisation rencontres d'Auch : Jean Falco au 06 75 66 81 16 – mail : jean.falco@wanadoo.fr
Adresse postale : GAVR'AUCH, 30 rue Jules Ferry 32000 Auch

Les signataires de l'invitation : *Emmanuel AGULLO, Didier BUSTAMANTE, Michel CAHEN, François CAUSSARIEU, Amélie CROS, Jean FALCO, Jean FAUCHE, Jean-Manuel FULLANA, Marie-Christine GAMBERINI, Bernard JACQUIN, Gaël KOCH, Jackie LEVY, Dominique LIOT, Roland MERIEUX, Pierre NOEL, Annie POMAREL, Claude ROSSIGNOL, Yvette ROSSIGNOL, Nadine STOLL, Marie-Claude THIOLLET, Jeanne VIGOUROUX.*

ALTERNATIFS

LES

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies.

L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.

♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle,contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi...Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.